

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME,
DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE



République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi



Plan d'Actions de la Politique Nationale Genre du Mali 2011-2013

Sigles et Abréviations des Départements Ministériels

Institutions/Ministères

| | |
|---------|--|
| CC | Cour Constitutionnelle |
| AN | Assemblée Nationale |
| HCT | Haut Conseil des Collectivités |
| CS | Cour Suprême |
| CESC | Conseil Économique, Social et Culturel |
| PR | Présidence de la République |
| PM | Primature |
| MEFP | Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle |
| MS | Ministère de la Santé |
| MAT | Ministère de l'Artisanat et du Tourisme |
| MATCL | Ministère de l'Administration Territoriale et Collectivités Locales |
| MEP | Ministère de l'Élevage et de la Pêche |
| MAECI | Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale |
| MEA | Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement |
| MET | Ministère de l'Équipement et des Transports |
| MM | Ministère des Mines |
| MSIPC | Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile |
| MDAC | Ministère de la Défense et des Anciens Combattants |
| MMEIA | Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine |
| MPFEF | Ministère de la Promotion de Femme, de l'Enfant et de la Famille |
| MA | Ministère de l'Agriculture |
| MCNT | Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies |
| MTFPRE | Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État |
| MIIC | Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce |
| MEF | Ministère de l'Économie et des Finances |
| MDSSPA | Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Âgées |
| MJ | Ministère de la Justice |
| MLAFU | Ministère du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme |
| MESRS | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique |
| MEALN | Ministère l'Éducation, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales |
| MC | Ministère de la Culture |
| MJS | Ministère de la Jeunesse et des Sports |
| MCRI | Ministère chargé des Relations avec les Institutions |
| MEE | Ministère de l'Énergie et de l'Eau |
| MDMEF | Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances chargé du Budget |
| SEDIZON | Secrétariat d'État auprès du Premier Ministre chargé du Développement Intégré de la Zone Office du Niger |
| OSC | Organisations de la Société Civile |
| PTF | Partenaires Techniques et Financiers |

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| SIGLES ET ABRÉVIATIONS DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS..... | III |
| 1. INTRODUCTION | 3 |
| 1.1. PROCESSUS D'ÉLABORATION | 4 |
| 1.2. STRUCTURE DU PLAN D' ACTIONS..... | 4 |
| 2. TABLEAU SCHÉMATIQUE DE LA POLITIQUE : VISION, PRINCIPES, ORIENTATIONS, AXES | 5 |
| 3. CADRE LOGIQUE DU PLAN D' ACTIONS 2011-2013 DE LA PNG-MALI | 7 |
| 4. MÉCANISMES DE SUIVI ÉVALUATION, DE FINANCEMENT ET DE COMMUNICATION | 17 |
| 4.1. MÉCANISME DE SUIVI - ÉVALUATION..... | 17 |
| 4.2. MÉCANISME DE FINANCEMENT..... | 17 |

1. Introduction

Le Gouvernement du Mali à travers le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, a engagé, depuis juin 2008, le processus de formulation de la Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali). Les principales étapes de ce processus ont porté sur l'élaboration d'un document de projet de « Politique Nationale Genre », l'organisation des consultations au niveau national, régional et sectoriel, l'élaboration du plan d'actions triennal et les étapes subséquentes de validation.

La mise en œuvre de la PNG-Mali (2009-2018) passe par l'élaboration et l'exécution de plans d'actions triennaux dont le premier couvrira la période 2011-2013.

Le plan d'actions est un cadre de planification opérationnel qui permet de traduire de façon séquentielle les orientations stratégiques en impacts, les axes d'intervention, en effet, les objectifs spécifiques en produits et en activités à réaliser avec les moyens adéquats et des indicateurs pour mesurer les différents niveaux de résultats.

Le présent Plan d'Actions portera sur dix (10) secteurs prioritaires dans lesquels les engagements de l'État sont clairement spécifiés et qui représentent « des véhicules de changements majeurs dans la reconnaissance et l'exercice des droits égaux fondamentaux, dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, dans la lutte contre les stéréotypes sexistes, dans la protection de l'intégrité et de la dignité des femmes, dans le développement du capital humain et dans l'allocation des ressources en faveur d'un développement économique juste et équitable »¹. Ces secteurs sont : la justice, l'éducation, la santé, l'emploi et la formation professionnelle, le développement rural, l'eau, la décentralisation, la réforme de l'état, la réforme budgétaire et la communication.

La formulation du Plan d'Actions tient principalement compte des inégalités entre les femmes et les hommes identifiées dans l'état des lieux et du tableau schématique de la politique nationale : vision, principes, orientations, axes et objectifs.

L'implication des acteurs des secteurs aussi bien au niveau politique que technique dans l'élaboration du Plan d'Action a été déterminante pour la définition d'actions pertinentes mais surtout pour assurer une cohérence entre le plan d'actions de la Politique nationale Genre et les programmes sectoriels. Le processus participatif qui a marqué l'élaboration du document de politique et de son plan d'action a permis l'appropriation de son contenu par tous les acteurs concernés ainsi qu'une vision partagée des rôles et des responsabilités entre le Ministère de la promotion de la femme et ses différents partenaires.

En vue d'assurer l'implication de tous les acteurs dans la mise en œuvre du plan d'actions, une stratégie de communication a été élaborée.

¹ Politique Nationale Genre du Mali

1.1. Processus d'élaboration

Le processus d'élaboration du Plan d'Actions s'est déroulé selon les étapes suivantes. La première étape a surtout consisté en une série de consultations avec les structures techniques du MPFEF en vue de préparer les supports de l'atelier de planification avec les acteurs des Ministères sectoriels.

La seconde étape du processus a porté sur l'organisation de l'atelier de planification tenu à Sélingué avec tous les Ministères concernés. La tenue de cet atelier a bénéficié de l'appui technique et méthodologique des personnes ressources du MPFEF notamment en termes de cadres de planification et des outils de la Gestion Axée sur les Résultats (Impacts, Effets, Produits, Activités et les indicateurs).

La troisième étape du processus de planification a été marquée par la validation des activités définies lors de l'atelier au niveau des différents Ministères sectoriels. Cette validation sectorielle a été suivie d'un atelier de priorisation et de budgétisation avec les responsables financiers des départements sectoriels. Il s'est surtout agi de partager les résultats et les activités avec les cadres des secteurs pour s'assurer de la cohérence globale du Plan d'Actions avec les autres interventions des départements sectoriels.

La quatrième étape a consisté en la présentation du document aux OSC, aux PTF et aux Collectivités décentralisées. Elle a permis la prise en compte de leurs préoccupations et leurs besoins spécifiques d'avoir leur adhésion, en vue de l'appropriation dudit plan.

1.2. Structure du Plan d'Actions

Le Plan d'Actions de la PNG-Mali comporte quatre grands chapitres.

Le premier chapitre récapitule de façon schématique la Politique Nationale à travers la vision, les principes directeurs, les orientations stratégiques et les domaines d'intervention prioritaires. Ces éléments, ont servi de cadrage pour l'élaboration du Plan d'Actions. En se basant sur le modèle de Gestion Axée sur les Résultats (GAR), les orientations stratégiques ont été utilisées pour définir les impacts et les domaines d'interventions ont aussi servi pour la définition des effets.

Le second chapitre présente le cadre logique il définit pour chaque domaine d'intervention les principaux effets, les résultats, les indicateurs, les sources de vérification, les risques, hypothèses

Les activités ont été définies pour chacun des produits. Au total, il faut retenir que le Plan d'Action compte 6 impacts, 17 effets et 68 produits et plusieurs activités. Le Plan d'Action précise aussi les rôles et les responsabilités des différents départements sectoriels dans l'atteinte des résultats. Il est complété par un cadre logique (annexe I) avec des indicateurs pour chaque niveau de résultat.

Le troisième chapitre porte sur la matrice des actions et le chronogramme qui précisent pour chaque produit les activités à mettre en œuvre les structures responsables et autres intervenants ainsi que le budget et les couts y afférents sur la période du plan d'actions

Le chapitre quatre présente les mécanismes de suivi-évaluation, de financement et de communication avec une responsabilité accrue du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille restructuré. Le CNDIFE en collaboration avec les Cellules de Planification et de Statistiques (CPS) mettra en place un tableau de bord de mesure de rendement. Ce tableau comprendra des données désagrégées par sexe et aidera au suivi du rendement du Plan d'Actions.

2. Tableau schématique de la politique : Vision, Principes, Orientations, Axes

POLITIQUE NATIONALE GENRE DU MALI

La vision : *Une société démocratique qui garantit l'épanouissement de toutes les femmes et tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale.*

LES PRINCIPES DIRECTEURS

| | | | | | | |
|--|--|---|--|---|---|--|
| La reconnaissance du rôle premier de l'État du Mali dans l'édification d'une société égalitaire. | Une démarche inclusive et partenariale avec toutes les composantes de la société (adhésion, mobilisation et participation) et dans toutes les régions. | Des changements à promouvoir en misant sur les capacités reconnues de la société malienne d'établir des consensus, de réguler les incontournables tensions entre tradition et modernité et de marquer des avancées sur la base d'un dialogue social et de valeurs communes. | Des changements à concevoir et à réaliser avec les femmes et les hommes. | Une approche systémique d'intégration de l'ÉFH dans les réformes publiques et les institutions du pays en ciblant les secteurs les plus porteurs d'égalité et dont les résultats seront perceptibles par la population. | La nécessité d'assurer une cohérence entre la politique Genre et les autres politiques et programmes du pays. | La mesure des avancées selon une perspective à long terme. |
|--|--|---|--|---|---|--|

LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET LES AXES D'INTERVENTION

| | |
|--|--|
| <p>Orientations stratégiques</p> <p>1. Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.</p> | <p>Axes d'intervention</p> <p>1.1. Amélioration de l'accès égal à l'éducation et à la formation.</p> <p>1.2. Amélioration de l'accès à des services de santé de proximité (santé de la reproduction).</p> <p>1.3. Élimination des contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille.</p> |
|--|--|

LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET LES AXES D'INTERVENTION

| | |
|---|---|
| <p>2. Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production.</p> | <p>2.1. Meilleur équilibre dans l'accès des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé.</p> <p>2.2. Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche).</p> <p>2.3. Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat.</p> <p>2.4. Élargissement de l'offre de services de soutien à la production en vue d'accroître les revenus (micro-finance, accès aux formations, intrants techniques et technologies).</p> |
| <p>3. Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision.</p> | <p>3.1. Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations du Mali au niveau sous-régional (CEDEAO, UEMOA) régional (UA) et international.</p> <p>3.2. Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les décisions liées au développement local en vue d'une meilleure prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans la répartition et l'allocation des ressources et dans les priorités de développement communal.</p> |
| <p>4. Promotion, sensibilisation et communication pour l'enracinement des valeurs égalitaires au sein de la société malienne tout en ralliant les traditions porteuses d'égalité aux impératifs de la modernité et de l'ouverture sur le monde.</p> | <p>4.1. Élimination des stéréotypes et des biais sexistes dans l'accès à l'éducation, dans l'environnement scolaire, dans les curricula et les manuels scolaires et dans l'acte pédagogique.</p> <p>4.2. Sensibilisation et éducation de la population (femmes-hommes, filles-garçons) pour un changement de mentalité et de comportement pour éliminer les pratiques néfastes à la santé et à l'intégrité physique et psychologique des femmes (la lutte contre l'excision, la réduction de la fécondité, lévirat, plaidoyer et moyen pour une sexualité responsable, etc.).</p> <p>4.3. Élimination des stéréotypes sexistes et des images défavorables des femmes et des filles dans les médias, les productions cinématographiques, la publicité.</p> |
| <p>5. Prise en compte de l'ÉFH comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets, en considérant le contexte de la déconcentration et la décentralisation.</p> | <p>5.1. Institutionnalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les réformes, politiques, institutions et systèmes dans dix (10) secteurs prioritaires porteurs de changement en matière d'ÉFH.</p> <p>5.2. Amélioration du rendement des politiques publiques par l'intégration de l'approche d'élaboration des budgets sensibles au genre (BSG) au niveau national et sectoriel.</p> |

3. Cadre logique du Plan d'Actions 2011-2013 de la PNG-Mali

| Effet | Résultats attendus | Indicateurs | Sources de vérification | Risques/Hypothèses |
|--|--|---|-------------------------|---|
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE N°1 : Consolidation de la démocratie malienne et l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes. | | | | <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique • Dispositions légales • Délais de restructuration du MPFEF et à la stabilité du mécanisme national d'ÉFH • Mobilisation des ressources • Adhésion des ministères et de la société civile • Résistance au changement |
| EFFET 1.1 Amélioration de l'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes | PRODUIT 1.1.1. Harmonisation des textes nationaux Avec les textes internationaux et Régionaux pour assurer leur effectivité | Nombre de textes de lois nationaux harmonisés et adoptés Niveau d'application des textes | Journal officiel | |
| | PRODUIT 1.1.2. Connaissance accrue du droit positif y compris le CPF par les professionnels de droit, les policiers, leaders religieux, notables, OSC, Associations et para juristes | Nombre de formations organisées par groupes cibles Nombre de séances d'information et de sensibilisation organisées Nombre de supports produits | Rapports | |
| EFFET 1.2. Prise en compte des besoins différenciés des femmes et les hommes en matière de justice | PRODUIT 1.2.1. Accès accru des femmes et des hommes à des services d'accueil et d'informations efficaces | Nombre de services d'accueil, créés/renforcés et opérationnels Nombre de femmes et d'hommes qui utilisent les services d'accueil | Rapports d'activités | |
| | PRODUIT 1.2.2. Accès accru des justiciables démunis, notamment les femmes, à une assistance judiciaire | Nombre de femmes démunies qui ont bénéficié d'une assistance juridique et judiciaire | Registres | |

| Effet | Résultats attendus | Indicateurs | Sources de vérification | Risques/Hypothèses |
|--|--|--|---------------------------|--------------------|
| EFFET 1.3. Réduction des formes de violences faites aux femmes et aux filles | PRODUIT 1.3.1. Création et renforcement des services d'écoute et d'orientation pour les femmes et les filles victimes de violences et/ou de harcèlement | Nombre de services créés et opérationnels | Rapports d'activités | |
| | PRODUIT 1.3.2. Prise en charge accrue des femmes et des filles victimes de violences et/ou de harcèlement | Nombre de femmes et des filles prises en charge par type de violences | Rapports d'activités | |
| | PRODUIT 1.3.3 Réduction de la pratique de l'excision | Nombre de conventions signées Nombre de sessions d'information, de sensibilisation et de plaidoyer réalisées Nombre de supports diffusés | Rapport d'évaluation PNLE | |
| | PRODUIT 1.3.4 : Adoption de mesures législatives et réglementaires pour pénaliser les violences conjugales, familiales et le harcèlement en milieu de travail et dans les établissements scolaires | Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés | Journal officiel | |

| | | | | |
|---|--|---|--|---|
| <p align="center">DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 2. Développement d'un capital humain de femmes et d'hommes aptes à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation</p> | | | | <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique • Dispositions légales • Délais de restructuration du MPFEF et à la stabilité du mécanisme national d'ÉFH • Mobilisation des ressources • Adhésion des ministères et de la société civile • Résistance au changement |
| EFFET 2.1. Amélioration de l'accès égal à l'éducation et à la formation | PRODUIT 2.1.1 : Amélioration de l'accès des filles à l'éducation primaire et secondaire | Taux d'inscription des filles et des garçons au primaire Pourcentage de filles/garçons au secondaire | Rapport annuel de la CPS Éducation | |
| | PRODUIT 2.1.2. Amélioration du maintien et de la réussite des filles et des garçons au niveau primaire et secondaire dans toutes les régions | Taux de passage, de redoublement et d'abandon des filles et des garçons au primaire et au secondaire | Rapport annuel de la CPS Éducation | |
| | PRODUIT 2.1.3. Accès accru des filles aux diverses formations techniques et professionnelles et aux carrières scientifiques | Pourcentage de filles /garçons dans les filières scientifiques | Rapport annuel de la CPS Éducation | |
| | PRODUIT 2.1.4. Accès accru des femmes aux programmes d'alphabétisation | Taux d'alphabétisation (femmes/hommes) | Rapport annuel des CPS Éducation, Formation professionnelle et Promotion femme enfant famille | |
| | PRODUIT 2.1.5. Accès accru des filles et femmes aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) | Taux d'accès (femmes/hommes) au NTIC | Rapport annuel des CPS Éducation, Formation professionnelle et Promotion femme enfant famille et communication | |

| | | | | |
|---|---|---|------------------------------------|--|
| | PRODUIT 2.1.6. Correction des stéréotypes et des biais sexistes dans les curricula et les manuels scolaires au niveau primaire | Nombre de documents pédagogiques adaptés au nouveau contexte de la PNG-Mali | Rapport annuel de la CPS Éducation | |
| | PRODUIT 2.1.7. Connaissance accrue du personnel enseignant et de l'administration scolaire sur les pratiques pédagogiques égalitaires à l'école et en classe au niveau primaire | Nombre de formation Niveau de connaissance | Rapports de formation | |
| | PRODUIT 2.1.8. Renforcement de mesures pour éliminer les violences basées sur le sexe à l'école aux niveaux du primaire et du secondaire | Nature et le nombre de mesures | Documents de textes réglementaires | |
| EFFET 2.2. Amélioration de la santé de la reproduction | PRODUIT 2.2.1. Accès accru des filles et des femmes à des soins de qualité et de proximité en matière de santé de la reproduction | Nombre de services offerts aux femmes et aux filles adolescentes Nombre de femmes et de filles qui utilisent les services de santé | Rapport annuel CPS Santé | |
| | PRODUIT 2.2.2. Renforcement des mesures pour diminuer les grossesses non désirées | Type de mesures prises • Niveau de connaissance sur les comportements responsables | Rapport d'enquêtes | |
| EFFET 2.3. Réduction des contraintes qui nuisent au bien-être social des femmes et des filles | PRODUIT 2.3.1. Implication accrue des femmes dans la gestion des points d'eau et des femmes et des filles dans les services d'assainissement | Nombre d'infrastructures créées Pourcentage de femmes dans les comités de gestion des points d'eau • Position des femmes/hommes dans les comités de gestion des points d'eau Position des filles/femmes dans les services d'assainissement | Rapport d'activités des CPS | |
| | PRODUIT 2.3.2 Accès accru aux technologies appropriées moins coûteuses et moins consommatrices d'énergie de bois | Nombre de technologie appropriée y compris les Plates formes multifonctionnelles acquis Taux d'utilisation par type de technologie Nombre d'IEC relatives à la consommation de nouvelles sources d'énergie économique | Rapports d'activités | |

| | | | | |
|---|--|--|---|---|
| | PRODUIT 2.3.3 Accès accru à un habitat pour les femmes aux moyens économiques limités | Pourcentage de femmes ayant accès à l'habitat social | Rapports d'activités | |
| | PRODUIT 2.3.4 Accès accru aux services de prise en charge de la petite enfance | Nombre de mesures favorisant l'accès aux services de prise en charge de petite enfance Nombre de services créés et renforcés (Maisons des femmes, centres d'autopromotion, garderie et jardin d'enfants, etc.) Taux de fréquentation des services de prise en charge | Rapports d'activités | |
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 3. Insertion des femmes dans les circuits productifs et leur autonomisation | | | | <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique • Dispositions légales • Délais de restructuration du MPFEF et à la stabilité du mécanisme national d'ÉFH • Mobilisation des ressources • Adhésion des ministères et de la société civile • Résistance au changement |
| EFFET 3.1. Meilleur équilibre dans l'accès des femmes et des hommes dans les emplois de l'administration publique et du secteur privé | PRODUIT 3.1.1. Adoption de mesures pour corriger la sous-représentation des femmes dans l'accès aux emplois de l'administration publique et du secteur privé | Nombre de mesures législatives et réglementaires adoptées Nombre de sessions de plaidoyer organisées à l'endroit de l'administration publique et du secteur privé | Journal officiel Rapports d'activités | |
| EFFET 3.2. Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche) | PRODUIT 3.2.1. Accès accru des femmes à la terre aménagée et aux parcelles agro forestières | Superficie de terre affectée aux femmes | Rapports d'enquêtes Rapports d'activités | |
| | PRODUIT 3.2.2. Renforcement des capacités organisationnelles et groupements professionnels des femmes dans les domaines agro-sylvopastoraux | Nombre de formations données Document de plaidoyer Nombre de nouveaux groupements et GIE | Rapports de formation | |

| | | | | |
|--|---|--|---|--|
| | PRODUIT 3.2.3. Accès accru des femmes aux techniques modernes de conservation et transformation des produits agro-sylvopastoraux | Nombre de formations réalisées Nombre et nature des équipements acquis | Rapports de formation Bordereaux de livraison Procès verbal de réception | |
| | PRODUIT 3.2.4 Implication accrue des femmes dans les programmes et projets de conservation et restauration des ressources forestières et fauniques | Nombre de projets et programmes conçus et réalisés avec les femmes Ratio femme/homme dans les organes de pilotage et de gestion des projets et programmes | Documents de projets et programmes | |
| EFFET 3.3. Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat | PRODUIT 3.3.1. Capacités organisationnelles accrues de groupements de femmes opératrices économiques | Nombre de formations réalisées Nombre d'associations opérationnelles Nombre de projets mis en œuvre par les femmes opératrices économiques | Rapports de formation | |
| | PRODUIT 3.3.2. Accès des groupes défavorisés (femmes chefs de ménage, jeunes filles déscolarisées, filles migrantes, handicapé (e)s) à des activités génératrices de revenu | Nombre de groupes défavorisés bénéficiaires Types d'activités par groupe défavorisé | Rapports d'activités | |
| | PRODUIT 3.3.3. Adoption de programme de développement d'unités de transformation de produits agro-alimentaires labellisés, gérés et exploités par les femmes | Nombre d'unités de transformation des produits agro-alimentaires gérées et exploitées Nombre de produits labellisés par les femmes | Rapports d'activités | |
| | PRODUIT 3.3.4. Appui à la commercialisation des productions des femmes | Nombre de sessions de formation de marketing Nature des équipements acquis Nombre de manifestations commerciales auxquelles les femmes ont participé | Rapports d'activités | |

| | | | | |
|---|--|--|-----------------------|---|
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 4. Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision | | | | <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique • Dispositions légales • Délais de restructuration du MPFEF et à la stabilité du mécanisme national d'ÉFH • Mobilisation des ressources • Adhésion des ministères et de la société civile • Résistance au changement |
| EFFET 4.1. Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations au niveau sous régional (CEDEAO, UEMOA) et international | PRODUIT 4.1.1. Capacités accrues des femmes pour une meilleure participation à la vie politique aux niveaux national, régional et local | Nombre de femmes formées Nature de domaines de compétence | Rapports de formation | |
| | PRODUIT 4.1.2. Adoption de mesures réglementaires et législatives pour atteindre la parité entre les femmes et les hommes dans les postes de responsabilités de la fonction publique | Nature et nombre de mesures | Journal officiel | |
| | PRODUIT 4.1.3. Représentation accrue des femmes dans les postes électifs, dans les missions diplomatiques et dans les instances sous-régionales, régionales et internationales | Pourcentage de femmes/hommes élus Pourcentage de femmes/hommes dans les missions et les instances | Rapports d'enquêtes | |
| EFFET 4.2. Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les décisions liées au développement local | PRODUIT 4.2.1. Meilleure connaissance des disparités et discriminations entre les sexes au niveau local | Existence d'une base de données opérationnelle | Rapports d'enquêtes | |
| | PRODUIT 4.2.2. Adoption de mesures incitatives vers la parité de représentation dans les instances de décision locale | Nature et le nombre de mesures | Journal officiel | |

| | | | | |
|---|--|---|---|---|
| | PRODUIT 4.2.3. Représentation accrue des femmes dans le processus de planification et de budgétisation au niveau local (PDSEC) | Pourcentage femmes/hommes impliquées dans la planification Rôle des femmes dans le processus | Rapports d'activités | |
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 5. Communication pour le changement de comportement | | | | <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique • Dispositions légales • Délais de restructuration du MPFEF et à la stabilité du mécanisme national genre • Mobilisation des ressources • Adhésion des ministères et de la société civile • Résistance au changement |
| EFFET 5.1. Réduction des stéréotypes sexistes et des images défavorables des femmes et des filles dans les médias, les productions cinématographiques, la publicité | PRODUIT 5.1.1. Adoption d'un programme de promotion de modèles égalitaires de partage des responsabilités et des tâches dans la sphère domestique | Existence d'un programme destiné aux familles | Document de programme | |
| | PRODUIT 5.1.2. Meilleure prise en compte des principes et des valeurs de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la réglementation (code de déontologie, code régissant la publicité) | Nombre de formations Niveau de connaissance des professionnels et des étudiants Révision de la réglementation | Rapports de formation Journal officiel | |
| EFFET 5.2. Adhésion de l'ensemble des acteurs/ parties prenantes à la PNG-Mali. | PRODUIT 5.2.1 Meilleure connaissance de la PNG-Mali à tous les niveaux de décisions politiques et de concertations sociales (au niveau central, régional et communautaire), dans une démarche de dialogue et de consensus. | Nombre de supports disponibles par niveau Niveau de connaissances des groupes cibles | Rapports de formation | |

| | | | | |
|--|--|--|---|---|
| | PRODUIT 5.2.2 Réduction des pesanteurs socio culturelles sur la vision, l'approche, les principes directeurs, les orientations stratégiques et les objectifs de la PNG-Mali. | Nombre de sessions d'IEC réalisées pour réduire les pesanteurs socio culturelles | Rapports d'enquêtes et d'études | |
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 6. Prise en compte de l'EFH comme principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets dans le contexte de la déconcentration et la décentralisation | | | | Risques/Hypothèses <ul style="list-style-type: none"> • Volonté politique • Dispositions légales • Délais de restructuration du MPFEF et à la stabilité du mécanisme national d'ÉFH • Mobilisation des ressources • Adhésion des ministères et de la société civile • Résistance au changement |
| EFFET 6.1 : Institutionnalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les réformes politiques, les institutions et les systèmes de secteurs prioritaires du développement | PRODUIT 6.1.1. Connaissance accrue des politiques, programmes, services, mécanismes de chacun des ministères concernés sous l'angle de la prise en compte de l'EFH | Nombre d'audits genre réalisés | Rapports d'audits | |
| | PRODUIT 6.1.2. Adoption d'une stratégie et opérationnalisation des comités d'institutionnalisation de la politique Genre au niveau de chaque ministère | Existence d'une Stratégie Textes réglementaires | Document de stratégie Journal officiel | |
| | PRODUIT 6.1.3 : Adoption d'un programme de renforcement des capacités et d'appui conseil pour soutenir les stratégies d'institutionnalisation | Existence d'un programme de renforcement de capacités | Document de programme | |

| | | | | |
|---|--|---|-----------------------|--|
| | PRODUIT 6.1.4: Adoption des procédures d'imputabilité et d'un système de mesure de rendement du Plan d'Action | Existence de base de données opérationnelle Disponibilité du rapport d'évaluation du plan d'action Disponibilité du nouveau du plan d'action Nombre de structures ayant reçu le rapport d'évaluation | Rapports | |
| EFFET 6.2. Amélioration du rendement des politiques publiques par l'intégration de l'approche d'élaboration des budgets sensibles au genre (BSG) au niveau sectoriel, national et local | PRODUIT 6.2.1 : Connaissance accrue d'un groupe d'experts nationaux en matière de Budgets Sensibles au genre et d'élus nationaux | Niveau de connaissance de l'expertise nationale et d'élus | Rapports de formation | |
| | PRODUIT 6.2.2 : Adoption d'une démarche BSG dans le processus d'élaboration budgétaire national, sectoriel et au niveau décentralisé | Nombre de budgets sectoriels genres sensibles | Documents budgétaires | |

4. Mécanismes de suivi évaluation, de financement et de communication

4.1. Mécanisme de suivi - évaluation

Le suivi et l'évaluation du Plan d'Action se feront à travers :

- les institutions et mécanismes organisationnels prévus pour orienter, suivre et évaluer les résultats de la politique Genre ;
- un système d'information et de suivi performant (données désagrégées par sexe et indicateurs) ;
- un système de planification et de rapportage basé sur l'obligation de résultats et l'imputabilité du gouvernement et des partenaires envers la Politique Genre;
- des évaluations externes sur la progression et la mesure des résultats du Plan d'Action de la Politique Genre.

Le suivi opérationnel du Plan d'Action sera assuré par le MPFEF restructuré. Le suivi global de la démarche et des résultats du Plan d'Action sera exercé par le Conseil supérieur de la politique Genre qui approuvera le rapport annuel national de l'avancement du Plan d'Action.

Le suivi documenté des résultats relèvera du CNDIFE. Pour ce faire, un Observatoire de l'ÉFH sera créé et rattaché à ce centre ainsi qu'une unité technique de suivi de la Politique Genre. Le CNDIFE de concert avec l'Institut National de la Statistique, la Cellule en charge du CSCRP et des CPS des ministères sectoriels aura à développer un système d'information contenant des données désagrégées par sexe. Un tableau de bord unifié et harmonisé avec les autres politiques précisera les indicateurs, les résultats, les données à recueillir, les sources, la fréquence et les niveaux de responsabilité. C'est sur la base de ce tableau de bord et sur les rapports produits par les partenaires que le rapport annuel pourra être élaboré.

Le Plan d'Action de la politique Genre fera l'objet d'une évaluation externe sur une base triennal.

Les rapports d'évaluation externes seront soumis à l'examen du Comité de pilotage puis à l'approbation du Conseil supérieur de la politique Genre. Le Conseil veillera à la mise en application des recommandations qui en découleront.

4.2. Mécanisme de financement

Le financement nécessaire à la mise en œuvre du Plan d'Action sera mobilisé à partir des ressources nationales publiques et privées et des contributions des PTF, notamment par les moyens suivants :

- l'augmentation du budget de l'État au domaine de l'ÉFH et au département qui en est responsable sur la base d'un Cadre de dépenses à moyen terme établi en lien avec les activités définies dans le Plan d'Action triennal opérationnel ;
- la mise en place d'un *panier commun* de la part des PTF pour soutenir la réalisation du Plan d'Action national de la Politique Genre
- la prise en compte des activités du Plan d'Action de la Politique Genre dans le cadre du financement offert à travers les appuis budgétaires dans des secteurs clés comme l'éducation, la santé et la réforme budgétaire et le CSCRP ;
- l'intégration d'une approche de budgétisation sensible au genre (BSG) qui permet une utilisation optimale des ressources et un meilleur impact sur la réduction des disparités et des inégalités entre les sexes ;
- la création d'un Fonds national d'égalité qui permettra, grâce à des campagnes de levée de fonds, de soutenir les initiatives de la société civile et la recherche ;
- le recours à des fondations et des donateurs privés au niveau national et international.

4.2.1 Stratégie de mobilisation des ressources

La mobilisation des financements qui seront requis et le développement de capacités, de méthodologies et de compétences dans le domaine de l'intégration de l'ÉFH dans un système de gouvernance démocratique et dans les affaires publiques, représentent des conditions indispensables à la réussite et à l'atteinte des résultats.

Le MPFEF appuyé par le Conseil supérieur de la politique Genre et le Comité de pilotage aura à développer une stratégie en vue de mobiliser les ressources financières requises et des fonds pour des programmes de développement des capacités.

Cette stratégie sera facilitée par le fait que le domaine de l'ÉFH disposera d'un cadre structurant englobant une politique nationale et son plan d'actions, un plan opérationnel triennal et un Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) pour le MPFEF et des programmes ministériels.

La stratégie de financement du plan d'actions reposera sur deux approches :

1. la mobilisation des **ressources disponibles** en assurant l'intégration effective de certaines actions du PLAN D'ACTION/PNG-Mali **dans le CSCR (2007-2011)** ainsi que dans les programmes et projets en cours d'exécution.
2. la mobilisation de **ressources additionnelles** auprès de l'État, des Collectivités Territoriales Décentralisées, du secteur privé et des Partenaires Techniques et Financiers pour les actions n'ayant pu être intégrées dans les programmes et projets existants.

Les contributions attendues des parties-prenantes :

- La contribution de l'État et des Collectivités Territoriales Décentralisées

Il est attendu de l'État et des Collectivités Territoriales Décentralisées de :

- (i) prendre en compte, dans leurs budgets respectifs, les objectifs et actions des différents programmes du PLAN ;
- (ii) renforcer les capacités des mécanismes institutionnels en charge de la coordination et du suivi du PLAN par une dotation budgétaire conséquente et l'affectation en personnes ressources qualifiées ;
- (ii) assurer l'inscription systématique de crédits de contrepartie au BSI pour les projets financés sur fonds extérieurs ainsi qu'une allocation budgétaire pour appuyer les mécanismes en charge de l'égalité entre les sexes.

- La contribution du secteur privé :

Il s'agira, au vu du potentiel économique et des opportunités qu'offrent les activités des femmes d'instaurer un partenariat plus dynamique, mutuellement profitable au secteur privé national et aux femmes dans le cadre du financement intéressant des différents programmes du PLAN.

- La contribution des acteurs-bénéficiaires :

Les groupes-cibles entendent s'investir pleinement dans la mise en œuvre du PLAN/PNG-Mali. Ils le feront en mobilisant toutes les ressources humaines et organisationnelles à leur portée ainsi que leur épargne. La part de leur apport sera à déterminer au niveau des programmes et projets à mettre en œuvre.

Les mécanismes de mobilisation des financements :

Le Gouvernement à travers le MPFEF, organisera des *mini tables rondes* avec les partenaires techniques et financiers et les responsables des programmes nationaux en vue de les informer sur le PLAN/PNG-Mali et de déterminer les possibilités de partenariat et de financement. Ces concertations devront se tenir au début des exercices des composantes.

4.2.2 Stratégie de communication en support à la mise en œuvre de la PNG-Mali

La fonction de communication constitue l'une des clés pour appuyer la mise en œuvre d'une politique transversale dans un domaine qui implique des changements dans les pratiques et les mentalités d'où l'importance à accorder à la communication sociale.

De plus, la nature même d'une telle politique interpelle un grand nombre d'acteurs aux intérêts diversifiés, ce qui met en exergue l'importance à accorder à la communication organisationnelle qui implique des fonctions de coordination, de concertation, d'information, de diffusion, de dialogue, de réseautage et de partage d'expériences.

Le développement d'une stratégie de communication viendra en support à la mise en œuvre, au suivi et à la diffusion des résultats de la PNG-Mali. Parmi les actions envisagées figurent :

- L'édition, la diffusion et la vulgarisation de la PNG-Mali dans toutes les régions.
- La mise en place d'un site web et la mise en réseau des intervenants.
- Le partage d'expériences au Mali, dans la sous-région et au niveau international.
- L'utilisation appropriée des médias, etc.

En vue d'assurer l'appropriation et la diffusion de la politique, une stratégie de communication a été élaborée pour la mise en œuvre du plan d'action La stratégie de communication retenue pour le PLAN D'ACTION/PNG-Mali va allier la **communication de masse** en s'appuyant sur les médias publics et privés et la **communication de proximité** basée sur une intervention plus ciblée en direction des différentes catégories de la population.

Les groupes cibles et les partenaires pour la communication :

Les décideurs (Gouvernement, les parlementaires (Députés), les élus locaux (maires, Conseillers municipaux/communaux), les leaders d'opinion (Chefs coutumiers et religieux), les employeurs, les ménages seront des **cibles privilégiées** pour les activités d'information, de sensibilisation, de mobilisation sociale et de plaidoyer.

Le Ministère de la Communication et des nouvelles technologies, les médias publics et privés, le réseau des journalistes, le réseau des Femmes Ministres et Parlementaires, Comités du 8 mars, les réseaux genre, les communicateurs traditionnels, les artistes, les associations sportives et culturelles, les relais communautaires, les chercheurs de l'université, les enseignants et les ONG spécialisées en IEC seront **les partenaires** pour la conduite de la stratégie de communication du PLAN.

La stratégie de communication devra être soutenue par une production conséquente de **supports** d'information et la constitution d'une **base de données sur le genre** et le développement à tous les niveaux d'intervention. Cette démarche a pour objet de soutenir les argumentaires qui seront utilisés lors des séances d'information, de sensibilisation et de plaidoyer.

Annexe 1 : Chiffres actualisés après adoption

Tableau 1. MATRICE DES ACTIONS ET CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2011-2013 DE LA PNG-Mali

Tableau 2. RÉPARTITION DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR AN

Tableau 3. TRANCHE ANNUELLE 2011 DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE

TABLEAU 1. MATRICE DES ACTIONS ET CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2011-2013 DE LA PNG-MALI

| Résultats attendus | Activités | Responsable | Autres intervenants | Budget global | Budget /Activité/ An (Chiffres en milliers de F CFA) | | | | | | Observations |
|--|---|-------------------------|--|---------------|--|--------|------|--------|------|--------|--------------|
| | | | | | An 1 | Coût | An 2 | Coût | An 3 | Coût | |
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE N°1 : Consolidation de la démocratie malienne et l'État de droit par l'égalité d'accès et la pleine jouissance des droits fondamentaux pour les femmes et pour les hommes. | | | | | | | | | | | |
| PRODUIT 1.1.1 Harmonisation des textes nationaux avec les textes internationaux et régionaux pour assurer leur Effectivité Harmonisation des textes nationaux avec les textes internationaux et régionaux pour assurer leur effectivité | Activité 1.1.1.1 : Organiser des ateliers d'information et de sensibilisation sur les conventions ratifiées par le Mali à l'endroit des acteurs de la justice et des OSC | Ministère de la Justice | MPFEF, MAECI, MCNT, MSIPC, MTFRE, Associations de Promotion et de Protection des droits humains, PTF, ONG. | 50 000 | X | 20 000 | X | 20 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 1.1.1.2 : Organiser un plaidoyer auprès des autorités pour l'harmonisation et l'application des textes internationaux ratifiés par le Mali | Ministère de la Justice | MPFEF, MAECI, MCNT, MSIPC, MTFRE, Associations de Promotion et de Protection des droits humains, PTF, ONG. | 15 000 | | | X | 10 000 | X | 5 000 | |
| | Activité 1.1.1.3 : Répertorier les textes, introduire des projets de textes à l'endroit des autorités et assurer leur diffusion | | | 10 000 | | | x | 5 000 | x | 5 000 | |
| | Activité 1.1.1.4 : Relire et vulgariser les textes nationaux harmonisés | | | 24 000 | x | 8 000 | x | 8 000 | x | 8 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------------------------|-------|-----------|---|--------|---|--------|---|--------|-----------------------------------|
| PRODUIT 1.1.2. Connaissance accrue du droit positif y compris le CPF par les professionnels de droit, les policiers, leaders religieux, notables, OSC, Associations et para juristes | Activité 1.1.2.1 : Organiser des journées de sensibilisation et de formation sur le droit positif et sur le CPF à l'intention des professionnels du droit | Ministère de la Justice | - " - | 50 000 | X | 25 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | |
| PRODUIT 1.2.1. Accès accru des femmes et des hommes à des services efficaces d'accueil et d'informations | Activité 1.2.1.1 : Faciliter la création/renforcer les cliniques juridiques notamment les Centres d'Accès au Droit (CAD) auprès des juridictions | Ministère de la Justice | - " - | 100 000 | X | 50 000 | X | 30 000 | X | 20 000 | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| | Activité 1.2.1.2 : Faciliter la création/renforcer les centres d'accueil et d'orientation auprès des différents tribunaux | Ministère de la Justice | - " - | 100 000 | X | 50 000 | X | 30 000 | X | 20 000 | |
| | Activité 1.2.1.3 : <i>Créer de greffes unifiés au niveau de tous les Tribunaux de Première Instance (TPI)</i> | | - " - | <i>PM</i> | X | | X | | X | | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| PRODUIT 1.2.2. Accès accru des justiciables démunis, notamment les femmes, à une assistance juridique et judiciaire | Activité 1.2.2.1 : Organiser des journées de sensibilisation sur l'importance de l'assistance judiciaire | - " - | - " - | 40 000 | X | 20 000 | X | 12 000 | X | 8 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|-------|---------|---|---------|---|--------|---|--------|---------------------------------------|
| | Activité 1.2.2.2 : Créer des bureaux d'assistance judiciaire, les centres d'accès aux droits et à la justice; et les cliniques juridiques au niveau des juridictions | - " - | - " - | | X | | X | | X | | |
| | Activité 1.2.2.3 : Renforcer les capacités des femmes sur la connaissance de leurs droits et de l'utilisation des services d'assistance | - " - | - " - | 100 000 | X | 50 000 | X | 35 000 | X | 15 000 | |
| PRODUIT 1.3.1. Création et renforcement des services d'écoute et d'orientation pour les femmes et les filles victimes de violences et/ou de harcèlement | Activité 1.3.1.1 : Organiser des journées de sensibilisation à l'endroit des femmes et des filles sur les différentes formes de violences et de harcèlement | - " - | - " - | 40 000 | X | 20 000 | X | 15 000 | X | 5 000 | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| | Activité 1.3.1.2 : Mettre en place des services spécialisés dans l'accueil et l'orientation des victimes de violences et de harcèlement | - " - | - " - | 200 000 | X | 100 000 | X | 70 000 | X | 30 000 | |
| | Activité 1.3.1.3 : Doter les services en personnel qualifié en écoute et orientation | - " - | - " - | PM | X | | X | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|--------------------------------|-----------|---|-----------|---|-----------|---|---------|-----------------------------------|
| PRODUIT 1.3.2. Prise en charge accrue des femmes et des filles victimes de violences et/ou de harcèlement | Activité 1.3.2.1 : Créer des services d'accueil spécialisés dans la prise en charge des victimes de violences/ harcèlement | - " - | - " - | 200 000 | X | 100 000 | X | 70 000 | X | 30 000 | |
| | Activité 1.3.2.2 : Organiser des journées de sensibilisation et de plaidoyer contre les violences faites aux femmes et aux filles | - " - | - " - | 60 000 | X | 35 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 1.3.2.3 : Former les agents de police, de la santé et de la gendarmerie dans la prise en charge des cas de violence | - " - | - " - | 75 000 | X | 30 000 | X | 25 000 | X | 20 000 | |
| | Activité 1.3.2.4: Plaidoyer auprès des décideurs pour la prise de mesures en vue de la réinsertion socio économique des femmes et filles victimes de violence | - " - | - " - | 10 000 | X | 8 000 | X | 2 000 | | | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| PRODUIT 1.3.3 : Réduction de la pratique de l'excision | Activité 1.3.3.1 : Mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre l'excision | MPFEF | MS, MC, MDSSPA ONG, PTF | 3 786 120 | X | 1 797 464 | X | 1 093 019 | X | 895 637 | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|------------------------------------|--|------------------|--------|------------------|--------|------------------|--|------------------|--|
| PRODUIT 1.3.4. Adoption de mesures législatives et réglementaires pour pénaliser les violences conjugales, familiales et le harcèlement en milieu de travail et dans les établissements scolaires | Activité 1.3.4.1 : Relire les dispositions législatives relatives aux violences et harcèlement en milieu scolaire, dans les centres de formation professionnels et les CED | Ministère en charge de l'Éducation | MJ ; MPFEF ; MEFP MATCL; MPCSI, MTFPRE Associations de Promotion et de Protection des droits humains, ONG PTF | 15 000 | X | 15 000 | | | | | |
| | Activité 1.3.4.2 : <i>Élaborer des textes au niveau de la fonction publique qui prennent en compte le harcèlement sexuel en milieu de travail.</i> | MTFRE | - " - | PM | X | | | | | | |
| | Activité 1.3.4.3 : <i>Élaborer des textes qui réglementent le travail domestique</i> | MEFP | - " - | PM | X | | | | | | |
| | Activité 1.3.4.4 : Élaborer des textes contre les violences conjugales, familiales | MPFEF | | | 34 000 | x | 34 000 | | | | |
| Sous Total Domaine Prioritaire 1 | | | | 4 909 120 | | 2 362 464 | | 1 455 019 | | 1 091 637 | |

| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 2. Développement d'un capital humain de femmes et d'hommes apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|--|---------|---|---------|---|---------|---|---------|
| PRODUIT 2.1.1. Amélioration de l'accès des filles à l'éducation primaire et secondaire | Activité 2.1.1.1 : <i>Construire et équiper des infrastructures scolaires de proximité</i> | MEALN | MDSSPA, MÉE MPFEF Associations ONG, OSC, PTF | 846 000 | X | 282 000 | X | 282 000 | x | 282 000 |
| | Activité 2.1.1.2 : <i>Créer de 6 écoles mobiles et/ou des écoles fixes</i> | - " - | - " - | 168 000 | X | 56 000 | X | 56 000 | X | 56 000 |
| | Activité 2.1.1.3 : Renforcer les capacités organisationnelles des Associations des parents d'élèves qui intègrent plus les Mères d'Enfants (AME) | - " - | - " - | 50000 | X | 25 000 | X | 15 000 | X | 10 000 |
| | Activité 2.1.1.5 : <i>Améliorer les outils pédagogiques, les matériels didactiques, l'encadrement</i> | - " - | - " - | 3150 | X | 3 150 | | | | |
| PRODUIT 2.1.2. Amélioration du maintien et de la réussite des filles et des garçons au niveau primaire et secondaire dans toutes les régions | Activité 2.1.2.1 : <i>Organiser des cours de remédiation pour les filles et les garçons</i> | MEALN | MS, MDSSPA, MPFEF, OSC, PTF | 255 000 | X | 85 000 | X | 85 000 | X | 85 000 |
| | Activité 2.1.2.2 : <i>Octroyer des bourses aux filles des parents démunis pour leur maintien</i> | - " - | - " - | 414000 | X | 138 000 | X | 138 000 | X | 138 000 |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|--------------------------|--------------------|---------|---|---------|---|---------|---|---------|--|
| | Activité 2.1.2.3 : Généraliser la mise en œuvre des curricula dans le système éducatif | - " - | - " - | 300 000 | X | 100 000 | X | 100 000 | X | 100 000 | |
| | Activité 2.1.2.4 : Introduire l'éducation à la santé de la reproduction au niveau 3 du fondamental pour éviter les grossesses non désirées et précoces | - " - | - " - | 945 000 | X | 315 000 | X | 315 000 | X | 315 000 | |
| | Activité 2.1.2.5 : Renforcer les cantines scolaires. | - " - | - " - | 150 000 | X | 50 000 | X | 50 000 | X | 50 000 | |
| PRODUIT 2.1.3. Accès accru des filles aux diverses formations techniques et professionnelles et aux carrières scientifiques | Activité 2.1.3.1 : Généraliser le projet techno école liée à la vie | Ministère de l'Éducation | MPFEF MEFP OSC PTF | 100 000 | X | 50 000 | X | 30 000 | X | 20 000 | |
| | Activité 2.1.3.2 : Encadrer les filles en vue de leur orientation vers les carrières scientifiques | - " - | - " - | 30 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | X | 5 000 | |
| | Activité 2.1.3.3 : Créer des centres de formation professionnelle et technique pour les filles dans chaque région | - " - | - " - | 200 000 | X | 100 000 | X | 100 000 | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|-----------------------|--------|---|--------|---|---------|---|--------|-----------------------------------|
| | Activité 2.1.3.4: Primer les centres de formation qui font la promotion de l'accès des filles/femmes dans les filières scientifiques | -"- | -"- | 30000 | X | 10 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 2.1.3.5 : Organiser des campagnes d'IEC pour la formation des filles dans les filières scientifiques | -"- | -"- | 50000 | X | 25 000 | X | 25 000 | | | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| PRODUIT 2.1.4 Accès accru des femmes aux programmes d'alphabétisation | Activité 2.1.4.1: <i>Élaborer un programme de formation en alphabétisation à l'intention des associations féminines</i> | MEALN | MPFEF MEFP OSC PTF | PM | X | | | | | | |
| | Activité 2.1.4.2 : <i>Construire Cinq (5) Centres d'Apprentissage Féminins (CAFE) dans les autres régions</i> | - "- | - "- | 150000 | X | | | 150 000 | | | |
| | Activité 2.1.4.3 : <i>Diversifier les filières de formation dans les cafés (Agriculture, Élevage...)</i> | - "- | - "- | 35000 | X | 5 000 | X | 15 000 | X | 15 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|--|--------|---|--------|---|---------|---|---------|--|
| PRODUIT 2.1.5 : Accès accru des filles et femmes aux nouvelles technologies et de la communication (NTIC) | Activité 2.1.5.1 : <i>Vulgariser l'enseignement des NTIC</i> | - " - | - " - | 15000 | X | 5 000 | X | 5 000 | X | 5 000 | |
| | Activité 2.1.5.2 : <i>Créer dans 150 écoles de salles d'initiation aux NTIC</i> | - " - | - " - | 300000 | X | 100000 | X | 100 000 | X | 100 000 | |
| | Activité 2.1.5.3 : <i>Former les filles/femmes en NTIC</i> | - " - | - " - | 60000 | X | 20 000 | X | 20 000 | X | 20 000 | |
| PRODUIT 2.1.6. Correction des stéréotypes et des biais sexistes dans les curricula et les manuels scolaires au niveau primaire | Activité 2.1.6.1 : Procéder à la relecture des manuels scolaires existants au niveau du primaire | MEALN | MPFEF, Éditeurs Promoteurs d'école APE, ONG, PTF | 15 000 | X | 15 000 | | | | | |
| | Activité 2.1.6.2 : Former tous les acteurs impliqués dans l'élaboration des supports et matériels pédagogiques sur l'EFH | - " - | - " - | 50000 | X | 25 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | |
| PRODUIT 2.1.7: Connaissance accrue du personnel enseignant et de l'administration scolaire sur les pratiques pédagogiques égalitaires à l'école et en classe au niveau primaire | Activité 2.1.7.1 : Former le personnel enseignant, l'administration scolaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes | - " - | - " - | 50000 | X | 25 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-----------------------|-----------------|--------|---|--------|---|--------|---|--------|--|
| | Activité 2.1.7.2 : <i>Intégrer le module sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans le programme de formation initiale des élèves maîtres</i> | - " - | - " - | 130000 | X | 30 000 | X | 50 000 | X | 50 000 | |
| PRODUIT 2.1.8. Renforcement de mesures pour éliminer les violences basées sur le sexe à l'école aux niveaux du primaire et du secondaire | Activité 2.1.8.1 : <i>Plaidoyer pour l'application des normes en matière de construction des latrines (séparées celles des filles à celles des garçons) à l'école</i> | - " - | - " - | 15000 | X | 10 000 | X | 5 000 | | | |
| | Activité 2.1.8.2 : <i>Sensibiliser à la non violence à l'école</i> | - " - | - " - | 40000 | X | 25 000 | X | 10 000 | X | 5 000 | |
| | Activité 2.1.8.3 : <i>Disséminer le code de déontologie des enseignants</i> | - " - | - " - | 30000 | X | 20 000 | X | 10 000 | | | |
| | Activité 2.1.8.4 : <i>Poursuivre et punir les auteurs de harcèlement sexuel à l'école</i> | - " - | - " - | PM | X | | X | | X | | |
| PRODUIT 2.2.1. Accès accru des filles et des femmes à des soins de qualité et de proximité en matière de santé de la reproduction | Activité 2.2.1.1 : <i>Créer 5 nouveaux CSCOM</i> | Ministère de la Santé | MPFEF, OSC, PTF | 85000 | X | 34000 | X | 34000 | X | 17000 | |
| | Activité 2.2.1.2 : <i>Former 50 relais communautaires en santé reproductive</i> | - " - | - " - | 100000 | X | 40000 | X | 30000 | X | 30000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--------------------------|-----------------|---------|---|---------|---|---------|---|---------|--|
| | Activité 2.2.1.3 : Former 80 personnel de santé en SR | - " - | - " - | 240000 | X | 80000 | X | 80000 | X | 80000 | |
| | Activité 2.2.1.4 : Rendre disponible et accessible les services de santé reproductive | - " - | - " - | 4500000 | X | 1500000 | X | 1500000 | | 1500000 | |
| | Activité 2.2.1.5 : Prendre en charge les activités de SR pendant les campagnes de journées nationales | - " - | - " - | 48000 | X | 16000 | X | 16000 | X | 16000 | |
| | Activité 2.2.1.6 : Renforcer les activités de SR en Stratégie Avancée, en stratégie communautaires et en stratégie mobile dans les zones d'accès difficile | - " - | - " - | 79500 | X | 26500 | X | 26500 | X | 26500 | |
| PRODUIT 2.2.2. Renforce- ment des mesures pour diminuer les grossesses indésirées et indésirables. | Activité 2.2.2.1 : Introduire la SR dans le programme de formation des AME (Élaborer et introduire les modules) | Ministère de la Santé | MPFEF, OSC, PTF | 30000 | X | 10000 | | 10000 | | 10000 | |
| | Activité 2.2.2.2 : Élaborer un programme de formation en SR à l'attention des personnes en charge de l'éducation des filles/garçons | - " - | - " - | 5000 | X | 5000 | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|--|-------|-------|--------|---|--------|---|--------|---|--------|
| Activité 2.2.2.3: <i>Organiser des sessions d'éducation par les pairs et les communicateurs traditionnels sur la santé de la reproduction</i> | - " - | - " - | 75000 | X | 25000 | X | 25000 | X | 25000 |
| Activité 2.2.2.4 : <i>Sensibiliser/ vulgariser la distribution des contraceptifs à base communautaire en utilisant les communicateurs traditionnels</i> | - " - | - " - | 90000 | X | 30000 | X | 30000 | X | 30000 |
| Activité 2.2.2.5 : <i>Former 50 personnel socio sanitaire sur l'accueil des adolescents filles et garçons</i> | - " - | - " - | 120000 | X | 40000 | X | 40000 | X | 40000 |
| Activité 2.2.2.6 : <i>Relancer 10 services à base communautaire</i> | - " - | - " - | 300000 | X | 100000 | X | 100000 | X | 100000 |
| Activité 2.2.2.7 : <i>Vulgariser l'éducation à la SR</i> | - " - | - " - | 30000 | X | 10000 | | 10000 | | 10000 |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|---|--------|---|---------|---|--------|---|--------|-----------------------------------|
| PRODUIT 2.3.1. Implication accrue des femmes et des filles dans la gestion des points d'eau et dans les services d'assainissement | Activité 2.3.1.1 : Sensibiliser les leaders sur la participation des femmes des zones rurales dans la gestion des points d'eau | MATCL | MS, MDSSPA, MÉE, MPFEF, OSC, PTF Collectivités Territoriales | 30 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | X | 5 000 | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| | Activité 2.3.1.2 : Sensibiliser les femmes sur l'importance de leur rôle dans la gestion des points d'eau | - " - | - " - | 50000 | X | 25 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| | Activité 2.3.1.3 : Former les femmes des comités de gestion des points d'eau | - " - | - " - | 40000 | X | 20 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 2.3.1.4 : Organiser, former et équiper les GIE de femmes existants | - " - | - " - | 200000 | X | 120 000 | X | 50 000 | X | 30 000 | |
| | Activité 2.3.1.5 : Sensibiliser les femmes et les filles à la création de GIE d'assainissement | - " - | - " - | 50000 | X | 30 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|----------|------------------------|---------|---|--------|---|--------|---|--------|-------------------------------|
| | Activité 2.3.1.6 : Orienter les filles vers l'entreprenariat féminin d'assainissement | MEA- " - | - " - | 30 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | Pas d'incidence financière |
| | Activité 2.3.1.7 : Faire un plaidoyer auprès des décideurs pour l'octroi direct de contrat de marché aux GIE de femmes | - " - | - " - | 15000 | X | 10 000 | X | 5 000 | | | |
| PRODUIT 2.3.2 Accès accru aux technologies appropriées moins couteuses et moins consommatrices d'énergie de bois | Activité 2.3.2.1 : Sensibiliser les femmes sur l'utilisation de l'énergie solaire | MEE | MEA, MPFEF, OSC PTF | 50 000 | X | 30 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 2.3.2.2 : Poursuivre la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés | - " - | - " - | 187 500 | X | 62 500 | X | 62 500 | X | 62 500 | |
| | Activité 2.3.2.3 : Sensibiliser et former sur l'utilisation du charbon amélioré | - " - | - " - | 75000 | X | 40 000 | X | 20 000 | X | 15 000 | Pas d'incidence financière |
| | Activité 2.3.2.4 : Sensibiliser et former les femmes à l'utilisation du gaz | - " - | - " - | 75000 | X | 40 000 | X | 20 000 | X | 15 000 | |
| | Activité 2.3.2.5 : Faciliter l'accès à moindre cout des femmes aux technologies appropriées moins consommatrices de bois | - " - | - " - | 100000 | X | 50 000 | X | 30 000 | X | 20 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|---|---------|---|--------|---|---------|---|--------|--|
| | Activité 2.3.2.6 : Renforcer les GIE de femmes | - " - | - " - | 60000 | X | 30 000 | X | 20 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 2.3.2.7 : Doter les villages de plates formes multifonctionnelles | - " - | - " - | 900 000 | X | 300000 | X | 300 000 | X | 300000 | |
| PRODUIT 2.3.3 Accès accru à un habitat pour les femmes aux moyens économiques limités | Activité 2.3.3.1 : Fixer un quota pour les femmes dans l'attribution des logements sociaux | MLAFU | MPFEF, MDSSPA OSC, ONG, PTF | PM | X | | X | | X | | |
| | Activité 2.3.3.2 : Organiser les femmes à créer des coopératives d'habitat | - " - | - " - | PM | X | | | | | | |
| | Activité 2.3.3.3 : Sensibiliser les femmes à adhérer aux coopératives d'habitat | - " - | - " - | 50000 | X | 30 000 | X | 20 000 | | | |
| | Activité 2.3.4.1 : Faire un plaidoyer auprès des collectivités pour la multiplication des services de la prise en charge de la petite enfance | MPFEF | MDSSPA, MEBALN MATCL, OSC, ONG, PTF | 50 000 | X | 25 000 | X | 15 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 2.3.4.2 : Sensibiliser et orienter les femmes à la création de GIE pour la prise en charge de la petite enfance | - " - | - " - | 50000 | X | 20 000 | X | 20 000 | X | 10 000 | |
| PRODUIT 2.3.4 Accès accru aux services de prise en charge de la petite enfance | Activité 2.3.4.2 : Sensibiliser et orienter les femmes à la création de GIE pour la prise en charge de la petite enfance | - " - | - " - | 50000 | X | 20 000 | X | 20 000 | X | 10 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|---|-------------------|-------|------------------|--------|------------------|--------|------------------|--------|
| | Activité 2.3.4.3 : Utiliser les relais communautaires pour la sensibilisation des femmes dans le suivi de l'enfant | - " - | - " - | PM | x | | x | | x | | |
| Sous Total Domaine Prioritaire 2 | | | | 12 146 150 | | 4 308 150 | | 4 140 000 | | 3 698 000 | |
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 3. Insertion des femmes dans les circuits productifs et leur autonomisation | | | | | | | | | | | |
| PRODUIT 3.1.1. Adoption de mesures pour corriger la sous- Représentation des femmes dans l'accès aux emplois de l'administration publique et secteur privé | Activité 3.1.1.1 : Organiser des cours à l'intention des filles/femmes diplômées sans emploi pour les préparer à réussir aux concours d'entrée à la fonction publique | MTFRE | MEFP, MATCL MESSRS, MEBALN MPFEF, Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONG et Associations Syndicats, PTF | 100 000 | x | 50 000 | x | 30 000 | x | 20 000 | |
| | Activité 3.1.1.2 : Fixer des quotas pour l'accès des femmes aux postes de décision | - " - | - " - | PM | x | | x | | x | | |
| | Activité 3.1.1.4 : Sensibiliser les responsables du secteur privé pour la promotion des femmes aux emplois dans le secteur privé | - " - | - " - | | 50000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|----------------------------|--|--------|---|---------|---|--------|---|--------|--|
| | Activité 3.1.1.5 : Relire et diffuser les textes discriminatoires en matière de traitement dans le secteur public/privé | - " - | - " - | 24000 | x | 8 000 | x | 8 000 | X | 8 000 | |
| | Activité 3.1.1.6 : Organiser une campagne d informations et de sensibilisation sur les textes relus. | - " - | - " - | 40000 | x | 15 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| PRODUIT 3.2.1. Accès accru des femmes à la terre aménagée et aux parcelles agro forestières | Activité 3.2.1.1 : Diffuser largement les articles de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) relatifs à l'accès des femmes aux terres (33, 24, 45, 127, 83) | Ministère de l'Agriculture | MPFEF, MEA MLEAFU, MJ, MEP Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONG et OSC | 20 000 | x | 10 000 | x | 5 000 | x | 5 000 | |
| | Activité 3.2.1.2 : Élaborer un texte législatif et réglementaire fixant un système de quota pour les femmes dans les terres aménagées de l'État | - " - | - " - | 20000 | x | 20 000 | | | | | |
| | Activité 3.2.1.3 : Octroyer des subventions spécifiques aux femmes pour faciliter leur accès à la terre et aux équipements | - " - | - " - | 150000 | x | 100 000 | x | 50 000 | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|---------------------------------------|---|--------|---|--------|---|--------|---|--------|--|
| PRODUIT 3.2.2. Renforcement des capacités organisationnelles des groupements professionnels des femmes dans les domaines agrosylvopastoraux | Activité 3.2.2.1 : Former les groupements et organisations de femmes et GIE en plaidoyer pour l'accès aux terres | Ministère de l'Agriculture | MPFEF, MEP, Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONGs et Associations PTF | 60000 | x | 30 000 | x | 20 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.2.2.2 : Former les femmes aux paquets technologiques liés à la terre | - " - | - " - | 50000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.2.2.3 : Former les femmes en technique aquacole et piscicole | Ministère de l'Élevage et de la Pêche | MA, MPFEF, MIIC, MEF, Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONGs et Associations OSC, PTF | 50 000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.2.2.4 : Organiser des sessions de formations sur les opportunités de financement en embouche à l'intention des femmes | - " - | - " - | 50000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.2.2.5 : Former les femmes en techniques d'embouches | - " - | - " - | 50000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.2.2.6 : Former les femmes en aviculture, Cuniculture | - " - | - " - | 50000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|---|--|--------|---|---------|---|--------|---|--------|--|
| | Activité 3.2.2.7 : Sensibiliser les femmes rurales pour leur adhésion dans les associations et fédérations professionnelles | Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille | MA, MEP, MEFP MDSSPA, MATCL Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONGs et Associations OSC, PTF | 50 000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 | |
| PRODUIT 3.2.3. Accès accru des femmes aux techniques modernes de conservation et transformation des produits agrosylvopastoraux | Activité 3.2.3.1 : Former les femmes aux techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaire | Ministère de l'Agriculture | MPFEF, MEP, MAT MEFP, MEP, OSC PTF, CL | 50 000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.2.3.2 : Promouvoir/capitaliser les expériences réussies des femmes en matière de transformation agroalimentaire | - " - | - " - | 20000 | x | 10 000 | x | 10 000 | | | |
| | Activité 3.2.3.3 : Former les femmes en techniques modernes de conservation et de transformation des produits d'élevage | Ministère de l'Élevage et de la Pêche | MPFEF, MA, MEFP MEF, MIIC, MATCL MET, Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONG et Associations, OSC PTF | 50 000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.2.3.4 : Doter les femmes en équipements adéquats pour la conservation et la transformation des produits d'élevage | - " - | - " - | 250000 | x | 150 000 | x | 50 000 | x | 50 000 | |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|-------|-------------------------|--------|---|--------|---|--------|---|--------|--|----------------------------|
| | Activité 3.2.3.5 : Mettre en place un mécanisme de financement pour les femmes afin de faciliter leurs accès aux produits d'élevage | - " - | - " - | 20000 | x | 20 000 | | | | | | Pas d'incidence financière |
| | Activité 3.2.3.6 : Faciliter l'accès aux moyens de transport adéquats pour l'écoulement des produits | - " - | - " - | 150000 | X | 50 000 | X | 50 000 | X | 50 000 | | |
| PRODUIT 3.2.4 : Implication accrue des femmes dans les programmes et projets de conservation et restauration des ressources forestières et fauniques | Activité 3.2.4.1 : Sensibiliser les leaders et les partenaires pour une meilleure implication des femmes dans les programmes et projets de conservation et restauration de la forêt et de la faune | MEA | MEFP, MPFEF OSC, PTF | 50 000 | x | 30 000 | x | 10 000 | x | 10 000 | | |
| | Activité 3.2.4.2 : Promouvoir la création d'emplois ou AGR pour les femmes dans les activités de conservation | - " - | - " - | 30 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | | |
| | Activité 3.2.4.3 : Sensibiliser les femmes sur la prévention et la gestion des feux de brousse | - " - | - " - | 50000 | X | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|--------|--|---------|---|--------|---|--------|---|--------|--|
| PRODUIT 3.3.1. Capacités organisationnelles et financières accrues de groupements de femmes opératrices économiques | Activité 3.3.1.1 : Appuyer les organisations de femmes entrepreneurs | MIIC | MPFEF, MEFP, MA, MAT Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONG et Associations OSC PTF | 30 000 | x | 30 000 | | | | | |
| | Activité 3.3.1.2 : Faciliter l'accès aux équipements opérationnels | | | 20 000 | x | 20 000 | | | | | |
| | Activité 3.3.1.3 : Former les femmes entrepreneurs en techniques de gestion et de négociation | - " - | - " - | 50000 | x | 30 000 | x | 10 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.3.1.4 : Former les femmes entrepreneurs sur les opportunités économiques | - " - | - " - | 40000 | x | 20 000 | x | 10 000 | x | 10 000 | |
| PRODUIT 3.3.2. Accès des groupes défavorisés (femmes chefs de ménage, jeunes filles déscolarisées, filles migrantes, handicapé (e)s) à des activités génératrices de revenu | Activité 3.3.2.1 : Sensibiliser les groupes défavorisés sur les opportunités économiques | MDSSPA | MIIC, MEF, MA, MEP, MAT, MEALN,MPFEF Opérateurs privés, Institutions de micro finance, ONG et Associations, OSC, PTF | 50 000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.3.2.2 : Créer 6 centres de formation spécialisés pour les groupes défavorisés en apprentissage de métiers | - " - | - " - | 210 000 | x | 70 000 | x | 70 000 | X | 70 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|-------|---|---------|---|--------|---|--------|---|--------|----------------------------|
| | Activité 3.3.2.3 : Faciliter l'accès aux crédits à des taux préférentiels aux groupes défavorisés | - " - | - " - | 180 000 | x | 60 000 | x | 60 000 | x | 60 000 | |
| | Activité 3.3.2.4 : Accorder des subventions à l'installation des groupes formés | - " - | - " - | 80000 | x | 40 000 | x | 20 000 | x | 20 000 | |
| PRODUIT 3.3.3. Adoption de programme de développement d'unités de transformation de produits agro-alimentaires labellisés, gérés et exploités par les femmes | Activité 3.3.3.1 : Sensibiliser et former les femmes sur les normes et qualité (DNI) | MIIC | MEF, MEFMA, MEP MEFP, MPFEF OSC, CL, PTF, ONG | 100 000 | x | 50 000 | x | 25 000 | x | 25 000 | |
| | Activité 3.3.3.2 : Accorder des avantages spécifiques fiscaux aux unités de transformation des produits agro alimentaires labélisés, gérés et exploités par les femmes | - " - | - " - | PM | x | | x | | x | | Pas d'incidence financière |
| PRODUIT 3.3.4. Appui à la commercialisation des productions des femmes | Activité 3.3.4.1 : Assurer la participation des femmes aux foires, salons régionaux, sous régionaux | - " - | - " - | 60000 | x | 30 000 | x | 20 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 3.3.4.2 : Former les femmes en technique de marketing | - " - | - " - | 50000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 10 000 | Pas d'incidence financière |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|---|------------------|---|------------------|---|----------------|---|----------------|--|
| | Activité 3.3.4.3 : Créer des réseaux pour faciliter l'écoulement des produits | - " - | - " - | 50000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 | |
| Sous Total Domaine Prioritaire 3 | | | | 2 354 000 | | 1 163 000 | | 668 000 | | 523 000 | |
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 4. Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision | | | | | | | | | | | |
| PRODUIT 4.1.1. Capacités accrues des femmes pour une meilleure participation à la vie politique aux niveaux national, régional et local | Activité 4.1.1.1 : Former les femmes/filles en leadership politique | MPFEF | M. Relations avec les institutions MATCL Assemblée Nationale ONG et Associations/partis politiques PTF | 50 000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 | |
| | Activité 4.1.1.2 : Appuyer ou soutenir les femmes leaders politiques en moyens matériels et financiers | - " - | - " - | 100000 | x | 10 000 | x | 60 000 | x | 30 000 | |
| | Activité 4.1.1.3 : Sensibiliser et former les hommes à soutenir les femmes leaders politiques | - " - | - " - | 80000 | x | 20 000 | x | 40 000 | x | 20 000 | |
| | Activité 4.1.1.4 : Organiser un plaidoyer à l'endroit des partis politiques pour un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales | - " - | - " - | 50000 | x | 5 000 | x | 15 000 | x | 30 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|-------|---|--------|---|--------|---|--------|---|--------|-----------------------------------|
| | Activité 4.1.1.5 : Former les organisations de la société civile en matière d'égalité femme/homme | - " - | - " - | 50000 | x | 15 000 | x | 20 000 | x | 15 000 | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| | Activité 4.1.1.6 : Informer et sensibiliser les leaders religieux, chefs coutumiers sur les questions de prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes | - " - | - " - | 60000 | x | 10 000 | x | 30 000 | x | 20 000 | |
| PRODUIT 4.1.2. Adoption de mesures réglementaires et législatives pour atteindre la parité entre les femmes et les hommes dans les postes de responsabilités de la fonction publique | Activité 4.1.2.1 : Réaliser une étude comparative de l'évolution des carrières des hommes et des femmes dans la fonction publique | MPFEF | MFPRE, MEFP ONG et Associations PTF | 80 000 | x | 30 000 | x | 30 000 | x | 20 000 | |
| | Activité 4.1.2.2 : <i>Actualiser et publier périodiquement le répertoire des femmes cadres auprès des autorités administratives</i> | - " - | - " - | 24 000 | x | 12 000 | x | | x | 12 000 | |
| | Activité 4.1.2.3 : <i>Définir les postes et les compétences y afférant</i> | - " - | - " - | PM | X | | X | | X | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|--|--------|---|--------|---|--------|---|--------|--|
| | Activité 4.1.2.4 : Élaborer le dictionnaire opérationnel des métiers dans le cadre de la formation professionnelle | MEFP | MPFEF | 60 000 | X | 20 000 | X | 20 000 | X | 20000 | |
| | Activité 4.1.2.5 : Élaborer un projet de texte par rapport à la fixation d'un quota pour la représentation des femmes dans les instances de décision au niveau national | - " - | - " - | PM | X | | X | | | | |
| PRODUIT 4.1.3. Représentation accrue des femmes dans les postes électifs, dans les missions diplomatiques et dans les instances sous-régionales, régionales et internationales | Activité 4.1.3.1 : Organiser des séances de plaidoyer auprès des autorités pour la représentation des femmes dans les instances sous-régionales, régionales et internationales suivant un plan de carrière existant | MPFEF | MAECI, MTFPRE MMEIA, ONG et Association de Promotion et de Protection des droits humains, OSC, PTF | 50 000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 | |
| | Activité 4.1.3.2 : Élaborer des projets de textes par rapport à la fixation des quotas | - " - | - " - | PM | X | | X | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|---|--------|---|--------|---|--------|---|--------|--|
| PRODUIT 4.2.1. Meilleure connaissance des disparités et discriminations entre les sexes au niveau local | Activité 4.2.1.1 : Réaliser des études d'identification des disparités et discriminations entre les sexes au niveau local | MPFEF | M. Justice, MATCL MAECI, MCNT ONG et Associations PTF, Collectivités | 80 000 | x | 50 000 | x | 30 000 | | | |
| | Activité 4.2.1.2 : Disséminer et publier les résultats des études réalisées sur les disparités et les inégalités entre les sexes au niveau local (langues locales) | - " - | - " - | 20000 | | | | | x | 20 000 | |
| | Activité 4.2.1.3 : Diffuser les conventions internationales et régionales ratifiées par le Mali en faveur de l'EFH au niveau local | - " - | - " - | 30000 | X | 10 000 | X | 10 000 | X | 10 000 | |
| | Activité 4.2.1.4 : Former les acteurs locaux dans la production de données désagrégées | - " - | - " - | 50000 | X | 20 000 | X | 15 000 | X | 15 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|------------------------------------|----------------|-------|----------------|--------|----------------|--------|----------------|--------|
| PRODUIT 4.2.2. Adoption de mesures incitatives vers la parité de représentation dans les instances de décision locale | Activité 4.2.2.1 : Organiser des sessions d'information à l'endroit des décideurs locaux pour l'application de l'EFH dans les instances de prise de décision au niveau local | MPFEF | MATCL, ONG, OSC PTF, Collectivités | 50 000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 | |
| | <i>Activité 4.2.2.2 : Adopter de textes ou mesures pour l'application de l'EFH dans les instances de prise de décision au niveau local</i> | | | <i>PM</i> | x | | x | | x | | |
| PRDOUIT 4.2.3. Représentation accrue des femmes dans le processus de planification et de budgétisation au niveau local (PDSEC) | Activité 4.2.3.1 : Organiser des sessions d'informations des acteurs à s'impliquer dans le processus de planification et de budgétisation au niveau local | MATCL | MPFEF, ONG, PTF, OSC | 55 000 | x | 25 000 | x | 15 000 | x | 15 000 | |
| | Activité 4.2.3.2 : Former les hommes et les femmes dans le processus de planification et de budgétisation au niveau local (surtout en négociation) | - " - | - " - | | 50000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 |
| Sous Total Domaine Prioritaire 4 | | | | 939 000 | | 307 000 | | 345 000 | | 287 000 | |

| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 5. Communication pour le changement de comportement | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|---|--------|---|--------|---|--------|---|--------|
| PRODUIT 5.1.1. Adoption d'un programme de promotion de modèles égalitaires de partage des responsabilités et des tâches dans la sphère domestique | Activité 5.1.1.1 : Former les communicateurs traditionnels sur des modèles égalitaires en milieu domestique | MPFEF | M. Communication MC, Associations des organes de presse, ONGs et Associations | 50 000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 |
| | Activité 5.1.1.2 : Élaborer et mettre en œuvre un programme de promotion de modèles égalitaires de partage | | | 20 000 | x | 20 000 | | | | |
| | Activité 5.1.1.3 : Organiser des séances d'IEC pour la mise en œuvre du programme | | | 50 000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 |
| | Activité 5.1.1.4 : Concevoir et diffuser des sketches, spot, théâtres pour la promotion des modèles égalitaires | - " - | - " - | 40000 | x | 20 000 | x | 10 000 | x | 10 000 |
| | Activité 5.1.1.5 : Organiser des débats sur le thème | - " - | - " - | 30000 | x | 10 000 | x | 10 000 | x | 10 000 |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|---------------------|--|---------|-------|---------|--------|---------|---|---------|--|
| PRODUIT 5.1.2. Meilleure prise en compte des principes et des valeurs de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la réglementation (code de déontologie, code régissant la publicité) | Activité 5.1.2.1 : Faire un plaidoyer pour l'adhésion des décideurs à la relecture du code de déontologie et de la loi régissant la publicité | M. Communication | MPFEF, MJ Associations des organes de presse, ONG et Associations | 7 000 | x | 7 000 | | | | | |
| | Activité 5.1.2.2 : Relire le code de déontologie et la loi régissant la publicité pour une meilleure prise en charge de l'égalité femme/homme | - " - | - " - | | 10000 | x | 10 000 | | | | |
| PRODUIT 5.2.1 Meilleure connaissance de la PNG-Mali à tous les niveaux de décisions politiques et de concertations sociales (au niveau central, régional et communautaire), dans une démarche de dialogue et de consensus. | Activité 5.2.1.2 : <i>Mise en œuvre de la Stratégie de communication de la PNG-Mali</i> | MPFEF | MCNT, MC Associations des organes de presse, ONG et Associations | 450 000 | x | 150 000 | x | 150 000 | x | 150 000 | |
| PRODUIT 5.2.2 : Réduction des pesanteurs socio culturelles sur la vision, l'approche, les principes directeurs, les orientations stratégiques et les objectifs de la PNG-Mali. | Activité 5.2.2.1 : Organiser des sessions d'information et de sensibilisation auprès des groupes socio culturels sur le document de la PNG-Mali | MPFEF | OSC, PTF | 50 000 | x | 30 000 | x | 10 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 5.2.2.2 : Disséminer le document de la PNG-Mali auprès de groupes socio culturels | - " - | - " - | 40000 | x | 40 000 | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|---|----------------|---|----------------|---|----------------|---|----------------|--|-----------------------------------|
| | Activité 5.2.2.3 : Impliquer les acteurs socio culturels dans le processus de partage de la PNG-Mali | - " - | - " - | 30000 | x | 30 000 | | | | | | |
| Sous Total Domaine Prioritaire 5 | | | | 777 000 | | 357 000 | | 210 000 | | 210 000 | | |
| DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 6. Prise en compte de l'EFH comme principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques les plus porteuses de changement et dans les budgets dans le contexte de la déconcentration et La décentralisation | | | | | | | | | | | | |
| PRODUIT 6.1.1. Connaissance accrue des politiques, programmes, services, mécanismes de chacun des ministères concernés sous l'angle de la prise en compte de l'EFH | Activité 6.1.1.1 : Organiser des audits de toutes les politiques, programmes, services concernés sous l'angle de l'EFH | MPFEF | Tous les Ministères concernés PTF | 225 000 | x | 150 000 | x | 75 000 | | | | |
| | Activité 6.1.1.2 : Élaborer une stratégie opérationnelle EFH par secteur | - " - | - " - | 75000 | x | 25 000 | x | 50 000 | | | | |
| PRODUIT 6.1.2. Adoption d'une stratégie et opérationnalisation des comités d'institutionnalisation de l'ÉFH au niveau de chaque ministère | Activité 6.1.2.1 : Organiser des sessions de plaidoyer auprès des membres du gouvernement et autres institutions pour la prise en compte de l'EFH | MPFEF | Tous les Ministères concernés, ONG et Associations, PTF, Collectivités, OSC | 30 000 | x | 20 000 | x | 10 000 | | | | |
| | Activité 6.1.2.2 : Dynamiser la commission paritaire gouvernement, ONG, leaders d'opinion | - " - | - " - | 30000 | x | 10 000 | x | 10 000 | X | 10 000 | | <i>Pas d'incidence financière</i> |

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|-------|---|---------|-------|---------|--------|--------|--------|--------|---------------------------------------|
| | Activité 6.1.2.3 : Disséminer le document de PNG-Mali auprès des départements ministériels et autres institutions de la République | - " - | - " - | 40000 | x | 40 000 | | | | | |
| PRODUIT 6.1.3. Adoption d'un programme de renforcement des capacités et d'appui conseil pour soutenir les stratégies d'institutionnalisation | Activité 6.1.3.1 : Former les acteurs à l'utilisation des outils d'évaluation du plan d'action PNG- Mali | MPFEF | Tous les Ministères concernés ONG, OSC, CL, PTF | 50 000 | x | 30 000 | x | 10 000 | x | 10 000 | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| | Activité 6.1.3.2 : <i>Élaborer un programme de formation des acteurs chargés de l'appui conseil</i> | - " - | - " - | PM | X | | | | | | |
| | Activité 6.1.3.3 : Organiser les sessions de formation des acteurs chargés de l'appui conseil | - " - | - " - | | 50000 | x | 20 000 | x | 15 000 | x | 15 000 |
| | Activité 6.1.3.4 : Former les cadres des ministères concernés en matière de planification et de mise en œuvre de l'EFH dans les politiques, programmes et projets | - " - | - " - | 370000 | x | 205 000 | x | 90 000 | x | 75 000 | <i>Pas d'incidence financière</i> |
| | Activité 6.1.3.5 : <i>Organiser des stages de formation à l'intention des cadres des structures impliquées</i> | - " - | - " - | 200 000 | x | 100 000 | x | 60 000 | X | 40 000 | |
| PRODUIT 6.1.4: Adoption des procédures d'imputabilité et d'un système de mesure de rendement du Plan d'Action | Activité 6.1.4.1: Appuyer la restructuration du MPFEF | MPFEF | Institutions concernées, PTF, OSC | 30 000 | x | 20 000 | x | 10 000 | | | |
| | Activité 6.1.4.2 : Renforcer les capacités du MPFEF et de ses structures | - " - | - " - | 70000 | x | 40 000 | x | 20 000 | x | 10 000 | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|-------|--|--------|---|--------|---|--------|---|--------|--|
| | Activité 6.1.4.3 : Opérationnaliser les instances de pilotage et de suivi | - " - | - " - | 30000 | x | 10 000 | x | 10 000 | x | 10 000 | |
| | Activité 6.1.4.4 : Mettre en place les Comités d'institutionnalisation et assurer leur fonctionnement | - " - | - " - | 90 000 | x | 30 000 | x | 30 000 | x | 30 000 | |
| | Activité 6.1.4.5 : Évaluer le plan d'actions 2010-2012 | MPFEF | Tous les ministères concernés, ONG, OSC, PTF | 15 000 | | | | | X | 15 000 | |
| | Activité 6.1.4.7 : Disséminer les résultats de la mise en œuvre du plan d'actions 2010-2012 | - " - | - " - | 8000 | | | | | x | 8 000 | |
| | Activité 6.1.4.6 : Élaborer le nouveau plan d'actions triennal 2013-2015. | - " - | - " - | 10000 | | | | | x | 10 000 | |
| PRODUIT 6.2.1. Connaissance accrue d'un groupe d'experts nationaux en matière de Budgets Sensibles au genre et d'élus nationaux | Activité 6.2.1.1 : Constituer un noyau d'experts sur la budgétisation sensible au genre | MPFEF | MEF, PTF, OSC | PM | x | | | | | | |
| | Activité 6.2.1.2 : Procéder à la formation des formateurs en BSG | - " - | - " - | 50000 | x | 35 000 | x | 10 000 | x | 5 000 | |
| | Activité 6.2.1.3 : Mettre en place un groupe de lobbying auprès des décideurs pour la BSG | - " - | - " - | PM | x | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|-----------------------------------|-------------------------------|--------|------------------|--------|------------------|--------|------------------|--------|
| PRODUIT 6.2.2. Adoption d'une démarche BSG dans le processus d'élaboration budgétaire national, sectoriel et au niveau décentralisé | Activité 6.2.2.1 : Organiser des sessions de formation des acteurs concernés au niveau national, régional et local dans la BSG | MPFEF | MATCL, MEF ONG et Associations | 200 000 | x | 100 000 | x | 75 000 | x | 25 000 | |
| | Activité 6.2.2.2 : Faire ressortir dans la lettre de cadrage d'élaboration de la loi des finances la prise en compte du genre | - " - | - " - | PM | x | | X | | X | | |
| | Activité 6.2.2.3 : Élaborer les documents budgétaires prenant en compte du genre | - " - | - " - | PM | x | | X | | x | | |
| | Activité 6.2.2.4 : Élaborer un rapport genre accompagnant le projet de Loi de Finances. | - " - | - " - | | 60 000 | x | 20 000 | X | 20 000 | x | 20 000 |
| Sous Total Domaine Prioritaire 6 | | | | 1 633 000 | | 855 000 | | 495 000 | | 283 000 | |
| Total Général du Plan d'action Triennal (2011-2013) | | | | 22 758 270¹ | | 9 352 614 | | 7 313 019 | | 6 092 637 | |
| Total à l'Adoption du Plan d'action Triennal (2011-2013) | | | | 6 857 000² | | 3 520 000 | | 2 085 000 | | 1 252 000 | |
| Évaluation Activités PM du Plan d'action Triennal (2011-2013) | | | | 15 901 270 | | 5 832 614 | | 5 228 019 | | 4 840 637 | |

¹Budget avec chiffres actualisés des Ministères

²Budget à l'adoption

TABLEAU 2. RÉPARTITION DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR AN

| DEPARTEMENT | COUT GLOBAL | | | ANNEE 1 | | | ANNEE 2 | | | ANNEE 3 | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------|-----------|-----------|------------|---------|-----------|------------|---------|-----------|
| | cout total | État | PTF | cout total | État | PTF | cout total | État | PTF | cout total | État | PTF |
| Ministère de la Justice | 1 074 000 | 429 600 | 644 400 | 516 000 | 206 400 | 309 600 | 362 000 | 144 800 | 217 200 | 196 000 | 78 400 | 117 600 |
| Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille | 7 137 120 | 2 854 848 | 4 282 272 | 3 333 464 | 1 333 386 | 2 000 078 | 2 143 019 | 857 208 | 1 285 811 | 1 660 637 | 664 255 | 996 382 |
| Ministère de l'Éducation de l'Alphabétisation et des Langues Nationales | 4 446 150 | 1 778 460 | 2 667 690 | 1 549 150 | 619 660 | 929 490 | 1 611 000 | 644 400 | 966 600 | 1 286 000 | 514 400 | 771 600 |
| Ministère du Travail, de la Formation et des Reformes de l'État | 214 000 | 85 600 | 128 400 | 98 000 | 39 200 | 58 800 | 68 000 | 27 200 | 40 800 | 48 000 | 19 200 | 28 800 |
| Ministère de la Communication, de l'Information et des Nouvelles Technologies | 17 000 | 6 800 | 10 200 | 17 000 | 6 800 | 10 200 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement | 175 000 | 70 000 | 105 000 | 80 000 | 32 000 | 48 000 | 50 000 | 20 000 | 30 000 | 45 000 | 18 000 | 27 000 |
| Ministère de l'Investissement, l'Industrie et du Commerce | 400 000 | 160 000 | 240 000 | 225 000 | 90 000 | 135 000 | 95 000 | 38 000 | 57 000 | 80 000 | 32 000 | 48 000 |
| Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Âgées | 520 000 | 208 000 | 312 000 | 195 000 | 78 000 | 117 000 | 165 000 | 66 000 | 99 000 | 160 000 | 64 000 | 96 000 |
| Ministère de l'Agriculture | 370 000 | 148 000 | 222 000 | 220 000 | 88 000 | 132 000 | 115 000 | 46 000 | 69 000 | 35 000 | 14 000 | 21 000 |
| Ministère de l'Élevage et de la Pêche | 670 000 | 268 000 | 402 000 | 345 000 | 138 000 | 207 000 | 175 000 | 70 000 | 105 000 | 150 000 | 60 000 | 90 000 |
| Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales | 475 000 | 190 000 | 285 000 | 255 000 | 102 000 | 153 000 | 125 000 | 50 000 | 75 000 | 95 000 | 38 000 | 57 000 |
| Ministère de la Santé | 5 702 500 | 2 281 000 | 3 421 500 | 1 916 500 | 766 600 | 1 149 900 | 1 901 500 | 760 600 | 1 140 900 | 1 884 500 | 753 800 | 1 130 700 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle | 60 000 | 24 000 | 36 000 | 20 000 | 8 000 | 12 000 | 20 000 | 8 000 | 12 000 | 20 000 | 8 000 | 12 000 |
| Ministère de l'Énergie et de l'Eau | 1 447 500 | 579 000 | 868 500 | 552 500 | 221 000 | 331 500 | 462 500 | 185 000 | 277 500 | 432 500 | 173 000 | 259 500 |
| Ministère du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme | 50 000 | 20 000 | 30 000 | 30 000 | 12 000 | 18 000 | 20 000 | 8 000 | 12 000 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 22 758 270 | 9 103 308 | 13 654 962 | 9 352 614 | 3 741 046 | 5 611 568 | 7 313 019 | 2 925 208 | 4 387 811 | 6 092 637 | 2 437 055 | 3 655 582 |

TABLEAU 3. TRANCHE ANNUELLE 2011 DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE

| Domaines | Domaine Intervention Prioritaire N°1 | Domaine Intervention Prioritaire N°2 | Domaine Intervention Prioritaire N°3 | Domaine Intervention Prioritaire N°4 | Domaine Intervention Prioritaire N°5 | Domaine Intervention Prioritaire N°6 | TOTAL | BUDGET D'ETAT | | | PTF |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-----------|-----------------------|--------------------|------------------|-----------|
| | | | | | | | | Part du budget d'Etat | Financement acquis | Gap à rechercher | |
| Ministère de la Justice | 516 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 516 000 | 0 | 0 | 0 | 516 000 |
| Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille | 1 831 464 | 45 000 | 20 000 | 242 000 | 340 000 | 855 000 | 3 333 464 | 1 333 386 | 300 000 | 1 033 386 | 2 000 078 |
| Ministère de l'Éducation de l'Alphabétisation et des Langues Nationales | 15 000 | 1 534 150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 549 150 | 619 660 | 110 350 | 509 310 | 929 490 |
| Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Reforme de l'État | 0 | 0 | 98 000 | 0 | 0 | 0 | 98 000 | 48 000 | 48 000 | 0 | 50 000 |
| Ministère de la Communication, de l'Information et des Nouvelles Technologies | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 000 | 0 | 17 000 | 6 800 | 0 | 6 800 | 10 200 |
| <i>Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement</i> | 0 | 20 000 | 60 000 | 0 | 0 | 0 | 80 000 | 32 000 | | 32 000 | 48 000 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <i>Ministère de l'Investissement, l'Industrie et du Commerce</i> | 0 | 0 | 225 000 | 0 | 0 | 0 | 225 000 | 90 000 | | 90 000 | 135 000 |
| Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Âgées | 0 | 0 | 195 000 | 0 | 0 | 0 | 195 000 | 78 000 | 40 000 | 38 000 | 117 000 |
| Ministère de l'Agriculture | 0 | 0 | 220 000 | 0 | 0 | 0 | 220 000 | 0 | 0 | 0 | 220 000 |
| Ministère de l'Élevage et de la Pêche | 0 | 0 | 345 000 | 0 | 0 | 0 | 345 000 | 0 | 0 | 0 | 345 000 |
| Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales | 0 | 210 000 | 0 | 45 000 | 0 | 0 | 255 000 | 102 000 | 0 | 102 000 | 153 000 |
| Ministère de la Santé | 0 | 1 916 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 916 500 | 766 600 | 700 600 | 66 000 | 1 149 900 |
| Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle | 0 | 0 | 0 | 20 000 | 0 | 0 | 20 000 | 8 000 | 5 000 | 3 000 | 12 000 |
| <i>Ministère de l'Énergie et de l'Eau</i> | 0 | 552 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 552 500 | 221 000 | 0 | 221 000 | 331 500 |
| <i>Ministère des logements, de l'Urbanisme et des Affaires foncières</i> | 0 | 30 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 000 | 12 000 | 0 | 12 000 | 18 000 |
| TOTAL | 2 362 464 | 4 308 150 | 1 163 000 | 307 000 | 357 000 | 855 000 | 9 352 614 | 3 317 446 | 1 203 950 | 2 113 496 | 6 035 168 |

Annexe 2 : Chiffres à l'adoption

TABLEAU 1. RÉPARTITION DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR AN

**TABLEAU 2. TRANCHE ANNUELLE 2011 DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR DOMAINE
D'INTERVENTION PRIORITAIRE**

TABLEAU 1. RÉPARTITION DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR AN

| DEPARTEMENT | COUT GLOBAL | | | ANNEE 1 | | | ANNEE 2 | | | ANNEE 3 | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------|---------|---------|------------|---------|---------|------------|---------|---------|
| | Coût total | État | PTF | Coût total | État | PTF | Coût total | État | PTF | Coût total | État | PTF |
| Ministère de la Justice | 1 074 000 | 429 600 | 644 400 | 516 000 | 206 400 | 309 600 | 362 000 | 144 800 | 217 200 | 196 000 | 78 400 | 117 600 |
| Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille | 2 527 000 | 1 010 800 | 1 516 200 | 1 224 000 | 489 600 | 734 400 | 790 000 | 316 000 | 474 000 | 513 000 | 205 200 | 307 800 |
| Ministère de l'Éducation de l'Alphabétisation et des Langues Nationales | 675 000 | 270 000 | 405 000 | 360 000 | 144 000 | 216 000 | 245 000 | 98 000 | 147 000 | 70 000 | 28 000 | 42 000 |
| Ministère du Travail, de la Formation et des Réformes de l'État | 214 000 | 85 600 | 128 400 | 98 000 | 39 200 | 58 800 | 68 000 | 27 200 | 40 800 | 48 000 | 19 200 | 28 800 |
| Ministère de la Communication, de l'Information et des Nouvelles Technologies | 17 000 | 6 800 | 10 200 | 17 000 | 6 800 | 10 200 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|--------|--------|
| Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement | 115 000 | 46 000 | 69 000 | 60 000 | 24 000 | 36 000 | 30 000 | 12 000 | 18 000 | 25 000 | 10 000 | 15 000 |
| Ministère de l'Investissement, l'Industrie et du Commerce | 400 000 | 160 000 | 240 000 | 225 000 | 90 000 | 135 000 | 95 000 | 38 000 | 57 000 | 80 000 | 32 000 | 48 000 |
| Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées | 130 000 | 52 000 | 78 000 | 65 000 | 26 000 | 39 000 | 35 000 | 14 000 | 21 000 | 30 000 | 12 000 | 18 000 |
| Ministère de l'Agriculture | 300 000 | 120 000 | 180 000 | 185 000 | 74 000 | 111 000 | 90 000 | 36 000 | 54 000 | 25 000 | 10 000 | 15 000 |
| Ministère de l'Elevage et de la Pêche | 520 000 | 208 000 | 312 000 | 295 000 | 118 000 | 177 000 | 125 000 | 50 000 | 75 000 | 100 000 | 40 000 | 60 000 |
| Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales | 475 000 | 190 000 | 285 000 | 255 000 | 102 000 | 153 000 | 125 000 | 50 000 | 75 000 | 95 000 | 38 000 | 57 000 |
| Ministère de la Santé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ministère de l'Energie et de l'Eau | 360 000 | 144 000 | 216 000 | 190 000 | 76 000 | 114 000 | 100 000 | 40 000 | 60 000 | 70 000 | 28 000 | 42 000 |
| Ministère du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme | 50 000 | 20 000 | 30 000 | 30 000 | 12 000 | 18 000 | 20 000 | 8 000 | 12 000 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 6 857 000 | 2 742 800 | 4 114 200 | 3 520 000 | 1 408 000 | 2 112 000 | 2 085 000 | 834 000 | 1 251 000 | 1 252 000 | 500 800 | 751 200 |

TABLEAU 2. TRANCHE ANNUELLE 2011 DU COÛT PAR MINISTÈRE ET PAR DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE

| Domaines | Domaine Intervention Prioritaire N°1 | Domaine Intervention Prioritaire N°2 | Domaine Intervention Prioritaire N°3 | Domaine Intervention Prioritaire N°4 | Domaine Intervention Prioritaire N°5 | Domaine Intervention Prioritaire N°6 | TOTAL | BUDGET D'ETAT | | | PTF |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-----------|---------------|-----------------------|--------------------|---------|
| | | | | | | | | Ministères | Part du budget d'État | Financement acquis | |
| Ministère de la Justice | 516 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 516 000 | 0 | 0 | 0 | 516 000 |
| Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille | 34 000 | 45 000 | 20 000 | 230 000 | 190 000 | 705 000 | 1 224 000 | 489 600 | 300 000 | 189 600 | 734 400 |
| Ministère de l'Éducation de l'Alphabétisation et des Langues Nationales | 15 000 | 345 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 360 000 | 144 000 | 110 350 | 33 650 | 216 000 |
| Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Reforme de l'État | 0 | 0 | 98 000 | 0 | 0 | 0 | 98 000 | 48 000 | 48 000 | 0 | 50 000 |

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---------|---------|--------|--------|---|---------|---------|--------|---------|---------|
| Ministère de la Communication, de l'Information et des Nouvelles Technologies | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 000 | 0 | 17 000 | 6 800 | 0 | 6 800 | 10 200 |
| <i>Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement</i> | 0 | 10 000 | 50 000 | 0 | 0 | 0 | 60 000 | 24 000 | 0 | 24 000 | 36 000 |
| <i>Ministère de l'Investissement, l'Industrie et du Commerce</i> | 0 | 0 | 225 000 | 0 | 0 | 0 | 225 000 | 90 000 | 0 | 90 000 | 135 000 |
| Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Âgées | 0 | 0 | 65 000 | 0 | 0 | 0 | 65 000 | 26 000 | 40 000 | -14 000 | 39 000 |
| Ministère de l'Agriculture | 0 | 0 | 185 000 | 0 | 0 | 0 | 185 000 | 0 | 0 | 0 | 185 000 |
| Ministère de l'Élevage et de la Pêche | 0 | 0 | 295 000 | 0 | 0 | 0 | 295 000 | 0 | 0 | 0 | 295 000 |
| Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales | 0 | 210 000 | 0 | 45 000 | 0 | 0 | 255 000 | 102 000 | 0 | 102 000 | 153 000 |
| Ministère de la Santé | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| | | | | | | | | | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| <i>Ministère de l'Énergie et de l'Eau</i> | 0 | 190 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 190 000 | 76 000 | 0 | 76 000 | 114 000 |
| <i>Ministère des logements, de l'Urbanisme et des Affaires foncières</i> | 0 | 30 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 30 000 | 12 000 | 0 | 12 000 | 18 000 |
| TOTAL | 565 000 | 830 000 | 938 000 | 275 000 | 207 000 | 705 000 | 3 520 000 | 1 018 400 | 498 350 | 520 050 | 2 501 600 |